

FALL 1991

Environment
Environnement

AUTOMNE 1991

THE ONTARIO ENVIRONMENTAL BILL OF RIGHTS

BULLETIN ONE

WHAT IS THE ENVIRONMENTAL BILL OF RIGHTS?

The proposed Environmental Bill of Rights will address the right of all Ontarians to a healthy environment. It will provide the tools to enable citizens to protect their environment through the courts and enable all residents to participate in decision-making processes dealing with important environmental issues.

WHAT ARE THE PROPOSED BILL'S BASIC PRINCIPLES?

The proposed bill will be based on the following principles:

- the public's right to a healthy environment;
- the enforcement of this right through improved access to the courts and/or tribunals, including an enhanced right to sue polluters;
- increased public participation in environmental decision-making by government;
- increased government responsibility and accountability for the environment;
- greater protection for employees who "blow the whistle" on polluting employers.

LA CHARTE ONTARIENNE DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX

PREMIER BULLETIN

QU'EST-CE QUE LA CHARTE DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX?

La Charte des droits environnementaux portera sur le droit des Ontariennes et des Ontariens à un environnement sain. Elle leur permettra de protéger leur environnement en ayant recours aux tribunaux et de participer à la prise de décisions concernant les questions environnementales importantes.

QUELS SONT LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA CHARTE?

La charte proposée s'appuiera sur les principes suivants :

- le droit du public à un environnement sain;
- l'exercice de ce droit, y compris un droit accru de poursuivre les pollueurs, facilité par un meilleur accès aux cours ou aux tribunaux;
- une plus grande participation du public à la prise de décisions par le gouvernement sur les questions touchant l'environnement;
- la responsabilité et l'imputabilité accrues du gouvernement en matière d'environnement;
- une meilleure protection des employés qui dénoncent les employeurs qui polluent.

BACKGROUND

An Environmental Bill of Rights has been proposed nine times in the Ontario Legislature since 1979.

Similar bills have been introduced in the Yukon and Northwest Territories and are already in place in such U.S. jurisdictions as Minnesota, Connecticut and Michigan.

In its November 1990 Throne Speech, the Ontario Government indicated it will develop a "made in Ontario" bill based on the basic principles of similar bills, but reflecting this province's legal system and environmental concerns.

PROGRESS TO DATE

In December 1990, an Advisory Committee was formed to examine the bill's basic principles and suggest ways these can be applied in Ontario. In forming the committee, representation was invited from a variety of groups, including: labor, business, agricultural and industrial organizations, environmental groups, the First Nations, health and legal advisers, the municipalities and expert staff from various provincial ministries.

Also in December 1990, the public was given two months to provide written submissions on the proposed bill's principles and what it should accomplish.

The more than 250 written submissions received by the committee showed that Ontario residents clearly recognized the potential value of an Environmental Bill of Rights. But they also raised a number of important questions.

One of the most consistent messages heard by the committee was that people wanted the opportunity to provide focused comments on a draft bill. In September 1991, the Minister's Task Force on the Ontario Environmental Bill of Rights was formed to produce such a draft.

The task force – which is made up of representatives from environmental groups, the business community and government – is charged with developing a draft bill that is fair and balanced, realistic and capable of being implemented in a cost-effective way.

APERÇU

Depuis 1979, pas moins de neuf projets de loi sur les droits environnementaux ont été déposés à l'Assemblée législative de l'Ontario.

Des tels projets de loi ont été déposés au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, et des chartes sont déjà en vigueur dans certains états américains, dont le Minnesota, le Connecticut et le Michigan.

Dans son discours du trône de novembre 1990, le gouvernement provincial annonçait son intention d'élaborer une charte typiquement ontarienne, fondée sur les principes de chartes en vigueur ailleurs, mais tenant compte du système juridique et des problèmes environnementaux propres à l'Ontario.

ÉTAT DE LA SITUATION

En décembre 1990, un comité consultatif était formé pour examiner les principes fondamentaux de la charte et pour proposer des moyens d'appliquer ces principes en Ontario. Le comité a été constitué de façon à représenter divers groupes. Il est ainsi composé de représentants et représentantes des syndicats, du monde des affaires, de groupes industriels et agricoles, de groupes de défense de l'environnement, des Premières Nations et des municipalités. Des conseillers des domaines de la santé et de la justice ainsi que des experts de divers ministères provinciaux y siègent aussi.

Au même moment, le public était invité à présenter par écrit, au cours des deux mois suivants, ses commentaires sur les principes et les objectifs du projet de loi.

Le comité a reçu plus de 250 mémoires, ce qui démontre que les citoyennes et citoyens de l'Ontario saisissent bien la portée possible d'une charte des droits environnementaux. Les mémoires soulèvent par ailleurs un certain nombre de questions importantes.

L'une des opinions les plus fréquemment exprimées par la population était qu'elle voulait avoir l'occasion d'examiner un avant-projet de loi afin de pouvoir formuler des commentaires pertinents. En septembre dernier, le Groupe de travail de la ministre sur la Charte ontarienne des droits environnementaux était donc formé pour rédiger un avant-projet de loi.

THE NEXT STEPS

The work of the group will build on the first round of consultation and will not be limited by the content of any Environmental Bill of Rights previously proposed to the Ontario Legislature.

The initial consultation concentrated on a broad discussion of principles. The task force will focus on specific provisions which may be included in the bill.

When the bill has been produced, there will be opportunity for further public review.

For more information, please contact:

Ontario Ministry of the Environment
Public Information Centre
135 St. Clair Avenue W.
Toronto, Ontario M4V 1P5
(416) 323-4321

Le groupe de travail, composé de représentants de groupes de défense de l'environnement, du monde des affaires et du gouvernement, a pour mission de rédiger un avant-projet de loi qui soit juste, équilibré et réaliste, et qui puisse être mis en œuvre de façon économique.

LES ÉTAPES SUIVANTES

Le groupe de travail s'inspirera de la consultation du public tenue précédemment et ne se contentera pas d'examiner la teneur des chartes des droits environnementaux déposées par le passé à l'Assemblée législative de l'Ontario.

La consultation publique tenue plus tôt a donné lieu à une discussion générale des principes. Le groupe de travail concentrera maintenant ses efforts sur les dispositions particulières du projet de loi.

Une fois la préparation de l'avant-projet de loi terminée, le public aura l'occasion de l'examiner.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au:

Ministère de l'Environnement
Centre d'information
135, avenue St. Clair ouest
Toronto (Ontario) M4V 1P5
(416) 323-4321



